



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2790>

# CONTRIBUTION AUX DEBATS DU CDFN de MARS 2019

- FSU - CDFN - CDFN 2018-2019 - CDFN Mars 2019 -



---

L'École Émancipée

---

**Il se passe quelque chose : les mobilisations du 8 mars ont rassemblé de façon bien plus importante que certaines années, les luttes féministes sont de plus en plus partagées au-delà du seul rang des femmes ; en Espagne, c'est un raz-de-marée qui a défilé ce jour-là. En Algérie, la population rejette en masse depuis plusieurs semaines une nouvelle candidature de Bouteflika, qui vient de renoncer à briguer un 5ème mandat, première victoire d'un mouvement populaire. L'appel international à la mobilisation pour le climat le 15 mars a fait le plein parmi la jeunesse, et le 16 mars, « la marche du siècle » a rassemblé 350000 personnes en France ! Les Gilets Jaunes, même moins nombreux, sont toujours mobilisés et bénéficient toujours d'un soutien majoritaire de la population. Le 19 mars, l'appel interprofessionnel à la grève va se traduire par une mobilisation extrêmement conséquente dans l'éducation, notamment, ce qui n'est pas si fréquent. Il se passe quelque chose, ne le laissons pas passer...**

A moins de 100 jours des élections européennes, la vague xénophobe et les mouvements d'extrême droite montent dans la plupart des états membres de l'UE, avec leur lot de politiques migratoires toutes plus excluantes (et meurtrières) les unes que les autres. Le gouvernement français, comme l'écrit E. Macron, dans sa lettre ouverte aux états membres, prend largement sa part de la politique de chasse aux migrant-es aggravée par l'application de la nouvelle loi « Asile et immigration ». Dans le cadre des accords européens d'externalisation du contrôle des frontières, la France va jusqu'à offrir des vedettes aux garde-côtes libyens, alors que les camps de rétention dans ce pays sont le théâtre de toutes sortes d'exactions ! La campagne pour l'égalité des droits et la régularisation des migrant-es et sans papiers à laquelle participe la FSU a pour but de faire reculer cette politique inhumaine, qui va jusqu'à fichier les mineur-es étranger-es isolé-es.

Alors qu'E. Macron est déjà en campagne pour les élections européennes, la situation sociale en France est toujours aussi dégradée. Au niveau de l'emploi, les plans sociaux se poursuivent : Ford à Blanquefort, Arcoval, Conforama... La réforme de décembre dernier de l'assurance chômage, qui renforce le contrôle des chômeur-ses, apportera davantage de précarité aux privé-es d'emploi. Les inégalités dénoncées par les Gilets jaunes (GJ) d'une part, confirmées par les rapports d'Oxfam et Attac en janvier, sont toujours d'actualité. Le gouvernement n'a apporté aucune réponse sociale à la crise et une large partie de la population vit dans une situation très difficile. Aucune réponse en positif, mais des agressions multiples et répétées. Le gouvernement, au tréfonds de sa cote de popularité en novembre, a choisi une seule réponse politique pour faire face au mouvement des GJ : la répression policière et judiciaire, la loi anti-casseurs, c'est-à-dire la violence d'état. Cette méthode s'avère payante pour son électorat, qu'il va chercher toujours plus à droite : Macron remonte dans les sondages... Autoritarisme, privation des libertés, répression, pourtant condamnés par le Haut-commissariat de l'ONU, sont les atouts dont se pare la « démocratie » sauce Macron.

Le gouvernement fait pleuvoir les mauvais coups, sans relâche, et poursuit son entreprise de destruction totale de notre modèle social, déjà dégradé par des décennies de libéralisme, et compte bien ruiner ce qui fait le fondement et le fonctionnement solidaires de notre société. Ce travail de sape des solidarités sur fond de violence sociale et de promotion du chacun pour soi alimente au jour le jour une recherche de boucs émissaires qui se traduit en ce moment par une résurgence aiguë de l'antisémitisme, ainsi que de la négrophobie et de l'islamophobie et qu'il faut combattre pied à pied. Le manifeste politique publié par le terroriste d'extrême droite responsable de la mort de 50 personnes lors de l'attentat de Christchurch illustre très clairement que les théories racistes développées en France ont fortement influencé son passage à l'acte. Parce que l'islamophobie tue, la FSU doit se tenir disponible pour les appels et les initiatives à venir pour la faire reculer de toute urgence.

**Dans la Fonction publique, coup de massue**

Le gouvernement reste sourd à la contestation populaire, mais s'ingère une réponse en instituant un grand débat au sein duquel les participant-es sont censé-es débattre de propositions au sujet des services publics. Alors que ce débat (qui a offert une tribune au président et lui a permis de réaliser un coup médiatique, voire de se mettre en campagne) n'est pas encore achevé, le gouvernement livre déjà ses conclusions en publiant son projet de loi sur la réforme de la fonction publique. Les attaques contre le paritarisme sont à la fois un coup porté au syndicalisme et à l'égalité de traitement des agent-es. A travers les attaques contre les agent-es, ce sont les services publics qui sont visés et qui seront affaiblis et dégradés dans un contexte déjà marqué par leur recul, comme le souligne avec inquiétude le Défenseur des Droits dans son dernier rapport. Il s'agit donc bien d'une réforme contre l'intérêt général. C'est ainsi qu'il faut lire les attaques contre les CHS, le recours accru au contrat (et donc la fragilisation du statut), la mobilité imposée et les transferts au privé, ainsi que le plan de départs volontaires pour atteindre l'objectif des milliers de suppressions de postes. Mais il faut aussi lire ce projet de loi comme une attaque en règle contre l'existence même du syndicalisme. Face à ces attaques gravissimes, et en réponse aux campagnes haineuses et mensongères (Cf le Figaro-économie du 6 mars), selon lesquelles le gouvernement doit « lutter contre le travail payé mais non effectué » des fonctionnaires, les organisations doivent appeler tous les agent-es à l'action et mener une contre-campagne auprès de la population pour la défense des services publics.

### **Dans l'éducation également, coup de massue**

La loi dite de la confiance s'inscrit dans la continuité d'un certain nombre de dispositifs initiés par les derniers gouvernements qui ont préparé le terrain ; cela dit, un cap supplémentaire est franchi et la loi va modifier en profondeur le système scolaire. Outre les cadeaux au privé qu'entraîne l'obligation scolaire à 3ans, ce texte permet des traductions qui peuvent être autant de régressions graves. Ainsi, la création des établissements publics locaux des savoirs fondamentaux va instituer des « écoles du socle » pour élèves issu-es des classes populaires, pour lequel-les la formation s'arrêtera là ; ainsi les établissements publics locaux internationaux pourront, quant à eux, scolariser une élite qui se destine à des poursuites d'études. Cette polarisation du système scolaire est contraire à notre conception émancipatrice d'une école qui élève le niveau de tou-ttes les élèves. Elle va à rebours de la démocratisation scolaire que nous réclamons. L'article sur l'expérimentation ouvre la voie à davantage de déréglementation, et donc d'inégalités sur le territoire. D'autres mesures (article 1- devoir de réserve-, 9 - évaluation du système) dessinent une école sous contrôle, dans laquelle les personnel-les sont mis-es au pas, placé-es sous la tutelle d'évaluations permanentes au service du ministère. La réforme de la formation tend à déprofessionnaliser les futur-es enseignant-es, les mesures visant à embaucher de façon précoce les AED sur des missions d'enseignement vont installer la précarité au coeur de l'EN et en faire une voie ordinaire d'entrée dans le métier. Cette loi doit être résolument combattue, la FSU en exige le retrait. Les collègues et les parents d'élèves déjà informé-es témoignent de leur opposition à ce texte : les mobilisations s'organisent et sont massives dans certains endroits, les collègues se saisissent de la date du 19 mars pour dire leur rejet déterminé de cette loi, les intentions de grève (1er degré) laissent prévoir un nombre important d'écoles fermées ce jour-là, une moyenne de taux de grévistes entre 40 et 50% (ce qui ne s'est pas vu depuis bien longtemps) et des collègues bien décidé-es à poursuivre... Depuis décembre, les mobilisations ont émaillé le terrain de l'éducation : contre Parcoursup, contre la hausse abjecte des frais d'inscription à l'université pour les étrangers, contre la réforme du lycée, pour protester contre les suppressions de postes, ces mobilisations ont donné lieu à manifestations, grèves, occupations, établissements morts, démissions collectives de certaines missions, etc. Dans certains endroits, en fonction des zones de vacances, des collègues rassemblé-es massivement en AG (350 personnes à Nantes) décident d'un plan d'action incluant la reconduction de la grève. Ces actions de résistance sont la preuve de la dégradation des conditions de travail, mais aussi de la permanence de l'opposition des collègues à la politique éducative du gouvernement et de leur disponibilité pour diverses formes d'action. Il n'y a pas de résignation.

### **Responsabilités du syndicalisme : nouvelle séquence**

Face à la crise sociale et politique ouverte par le mouvement des GJ, disons-le franchement, le monde syndical n'a pas été à la hauteur. Il n'a pas voulu trouver sa place dans le mouvement (pour des raisons pas toutes mauvaises), il

n'a pas su trouver une place aux côtés du mouvement non plus ; il n'a pas su se montrer réactif, inventer des conditions de convergence, il a donc fatalement été mis « sur la touche » et son action, son message ont été éclipsés pendant toute la séquence sociale des GJ. On ne peut nier cette situation qui nous confronte à une difficulté supplémentaire : le syndicalisme doit aujourd'hui « reconquérir » le terrain du mouvement social. Cette situation n'est pas tout à fait vraie partout : localement, des intersyndicales ont su trouver le chemin de luttes communes avec les GJ et se sont imposées dans le mouvement social, preuve que la jonction est possible, et que les différentes parties la pensaient souhaitable pour obtenir un meilleur rapport de forces. Mais force est de constater qu'il ne s'agit pas là d'une généralité. La FSU n'a pas « rien fait » depuis novembre, au contraire, mais elle n'a pas pu jusque-là impulser une mobilisation unitaire dans la FP, elle n'a pas non plus répondu avec un véritable engagement (car sans appel national à la grève) aux appels interpro des 5 février et 19 mars : ce ne sont pas là des conditions propices à des mobilisations massives.

Le Pacte présenté par Berger et Hulot, et soutenu par 19 organisations, est une tentative de promouvoir des réponses sur les questions écologiques et sociales, tout en Â« mordant Â» sur le terrain politique, voire du projet de société. Il révèle la place que veut prendre le leader de la CFDT dans le débat public aujourd'hui. Par le choix du Â« périmètre Â» des signataires, comme par le fond des réponses proposées, ce pacte se situe dans un cadre bien établi qui est celui du capitalisme libéral, même s'il cherche à en adoucir les conséquences. Il ne dit non plus pas un mot sur la façon d'obtenir une certains nombres de mesures sociales, tournant le dos au terrain des mobilisations.

Alors, quelle stratégie syndicale doit-on porter dans une telle situation ? La nature du gouvernement, ainsi que le contenu de ses projets sont désormais sans ambiguïtés. Il fait ce qu'il dit, frappe fort et vite, reste imperméable aux critiques comme aux propositions : il n'y a rien à attendre d'un prétendu « dialogue social ». Par ailleurs, la « stratégie du choc » qu'il utilise ne déclenche pas pour autant une sidération dans la population qui, en partie grâce à la détermination du mouvement des GJ, se montre disponible pour l'action. C'est donc sur le terrain des luttes qu'il faut rassembler pour hausser le rapport de forces. Avec la CGT et Solidaires, et les organisations qui portent un projet de transformation sociale, il faut construire un front d'opposition permanent à ce gouvernement ; ce front est un levier qui permettra une unité plus large à même de rassembler les salarié-es et les agent-es pour mener des actions massives (grèves, manifestations, blocage de l'économie) dans le but de généraliser la mobilisation.

Les actions unitaires des derniers jours, auxquelles prennent part les organisations syndicales, sont une réussite : la mobilisation pour le droit des femmes le 8 mars et celles pour le climat les 15 et 16 mars ainsi que la marche des Solidarités contre le racisme ont témoigné de l'engagement de la population. Si on y ajoute la manifestation des GJ, un début de convergence entre les combats au nom des urgences sociale, écologique et démocratique commence à se faire entendre. Il y a longtemps que l'on n'avait pas vu autant de monde aux manifestations le 8 mars : cette réussite est le fait de la prise de conscience de la population des problématiques féministes, mais elle est à lier également au « climat » social créé par le mouvement des GJ qui se poursuit, et ancre dans les têtes la nécessité de lutter pour la justice sociale et l'égalité.

Cet élan convergent s'exprime dans des appels et des tribunes unitaires qui cherchent à porter des alternatives au libéralisme et à imposer une autre société : il n'est ni compréhensible ni acceptable que la FSU, alors qu'elle appelle à rejoindre les mobilisations citoyennes (8, 16 mars) ne s'engage pas auprès d'organisations dont elle partage l'essentiel (Attac, Oxfam...CGT, Solidaires...) en signant des textes publics comme, notamment, la tribune « Nous marcherons ensemble » et l'appel contre le G7 . Tous ces fronts de contestation sont des facteurs d'affaiblissement du gouvernement, la FSU doit y prendre sa part, en conformité avec ses mandats.

### **Les prochaines échéances**

Le gouvernement prépare sa réforme des retraites pour les prochains mois : le retard pris sur ce dossier est certainement le fait du mouvement social des GJ. Ce retard peut être considéré comme un premier recul, nous

devons désormais en infliger un second. Toutes les luttes menées contre ce gouvernement peuvent contribuer à le mettre en difficulté pour mener à bien son projet régressif : pour cette raison, il faut s'atteler à toutes les batailles :

- ▶ sur l'éducation, la fédération a décidé d'une manifestation à caractère national le 30 mars. C'est une initiative positive, mais elle n'a jusque-là pas été portée avec assez de volontarisme pour en assurer les conditions de la réussite (organisation, annonce, publicité tardives). Cette manifestation doit pourtant permettre de rassembler le maximum de collègues et d'associer les parents d'élèves pour faire campagne pour l'école que l'on veut, contre celle de Blanquer. Elle doit aussi être l'occasion de rassembler toutes les colères qui s'expriment parmi les collègues mobilisés depuis des semaines pour dénoncer nos conditions actuelles de travail et pour protester contre les réformes (lycées, évaluations) imposées. La FSU se doit donc d'élargir la plate-forme de l'appel pour mobiliser les collègues de façon importante
- ▶ Mais avant le 30, et cela dès le 19 mars, il faut envisager des modalités pour poursuivre la mobilisation : l'éducation est aujourd'hui un secteur très mobilisé, les collègues discuteront en AG des suites à donner aux dates fixées, c'est pourquoi il faut mettre d'ores et déjà en perspective une date de grève éducation contre la loi Blanquer et contre les réformes rejetées.
- ▶ Sur la FP, la fédération est engagée avec l'intersyndicale FP dans une lutte en continu (appel FP au 19 mars, boycott des CCFP, plusieurs déclarations communes, pétition unitaire, etc), ce qui est très positif. Bien que très tardif, ce processus se traduira par un appel à la grève début mai contre le projet de réforme du gouvernement, pour la défense des agent-es, de leur salaire, de leur statut et du paritarisme ; il faudra aussi porter dans cette journée la dimension « services publics » auprès de la population, car défendre les SP, c'est agir pour l'intérêt général ; et défendre les SP, c'est rassembler la population, salarié-es comme privé-es d'emploi, jeunes et moins jeunes, public et privé, pour construire un front revendicatif et imposer des alternatives au projet libéral.
- ▶ Le 1er mai doit rassembler les forces d'opposition au libéralisme et à la politique du gouvernement. Un appel unitaire à manifester s'impose, tout au moins de la part des organisations syndicales qui font partie de cette opposition. Cette manifestation aura lieu peu de temps avant les élections européennes, l'enjeu sera donc d'imposer le mouvement social, les questions de justice sociale et de lutte contre les inégalités dans le débat.
- ▶ D'autres échéances au cours du printemps, viendront se « mêler », certaines sectorielles, d'autres interprofessionnelles, d'autres à l'initiative des GJ. La fédération doit s'engager dans cette séquence sociale de façon combative et oeuvrer à faire converger les batailles, dans le but d'imposer la transformation sociale.